

Note de lecture

Ahmed BOUYACOUB[*]

Small is not beautiful ?

Note de lecture à propos de l'ouvrage de Ammar SELLAMI "Petite et Moyenne industrie et développement économique"

ENAL - 1985

L'ouvrage de A. SELLAMI inspire cette réponse à l'ouvrage de E. F. SCHUMACHER "Small is beautiful"[1]

En fait, s'agit-il de l'analyse de la contribution de la FMI au développement économique, comme peut le suggérer le titre de livre ? Non, pas exactement. L'auteur se pose plutôt la question de savoir "pourquoi dans les pays du tiers-monde, les politiques d'industrialisation doivent elles s'adjoindre – nécessairement semble-t-il – une seconde ligne industrielle composée de PMI ?"

A travers cette question, l'auteur s'attache à montrer si la PMI peut servir de base de développement. Cette idée guide toute son analyse. La réponse de l'auteur se présente apparemment sous deux aspects contradictoires.

D'un côté, il remarque qu'à l'exception de l'URSS, la PMI occupe, en nombre d'entreprises, en effectif employé et en production, la place la plus importante dans toutes les économies, avancées et en développement.

D'un autre côté, il affirme, tout au long du livre, que cette catégorie d'industrie ne peut constituer la structure principale du développement économique.

Comment l'auteur opère-t-il une articulation entre ces deux propositions et comment arrive-t-il à concilier entre le constat évident qu'il fait et une proposition découlant plutôt de l'idée qu'il se fait du développement ?

1°– Dans la première partie de l'ouvrage (il est regrettable que les chapitres ne soient pas numérotés) l'auteur traite de la PMI et de ses fonctions socio-économiques.

Il montre que les définitions de la PMI sont nombreuses et variables selon les pays et qu'en Algérie, aucun texte législatif ou

administratif n'en précise le contenu. C'est le deuxième plan quadriennal qui a donné un contenu pratique à la PMI. Celle-ci est une entreprise publique locale, privée, mixte ou une filiale de société nationale. Elle emploie moins de 500 travailleurs, réalise un chiffre d'affaire inférieur à 15 millions de DA, et utilise un capital immobilisé brut ne dépassant pas 10 millions DA.

L'auteur souligne, à juste titre, que cette définition, en 1973, est excessive et correspond mal à la réalité du pays, car pour de nombreux pays industrialisés les paramètres de la PMI sont plus faibles.

D'intéressantes statistiques sont fournies. On apprend que le nombre d'exploitations industrielles passe de 2 458 en 1969 à 7 466 en 1977. Le secteur public ayant connu une très grande croissance puisque sa part (en nombre d'exploitations) passe de 24 à 60 %. Quant au secteur privé, le nombre de ses exploitations industrielles passe de 09 en 1901 à 397 en 1962 pour monter à 3 078 en 1977. En 15 ans (62-77), il y a eu création de presque 10 fois plus d'exploitations industrielles privées qu'en 60 ans d'économie coloniale !

L'auteur souligne que la PMI acquiert, par ailleurs, une grande importance puisqu'elle occupe, en 1970, 46 % de l'emploi industriel, et en 1979, ce taux monte à 71 % (p. 65). Mais il s'agit là, nous semble-t-il, d'une confusion de définition de la PMI, puisque nous savons que les seules 18 entreprises industrielles, dont la plus petite a plus de 3 000 salariés, employaient en 1982, 70 % des salariés de l'industrie[2]. Nous reviendrons sur cette confusion de définition.

L'auteur traite également rapidement de la PMI dans certains pays d'Amérique Latine, en Inde, et au Japon. Il conclut que partout, elle occupe une place dominante dans l'économie. Pour l'Algérie, l'auteur remarque que le développement de la PMI reste conditionné par des mesures adéquates qui devraient intervenir en sa faveur pour lever les blocages actuels. Mais comment concilier ce constat, sur l'importance générale de la PMI avec la proposition selon laquelle la PMI ne peut servir de facteur (principal) de développement ?

2°– Le traitement de cette question est formulé sous formes de 11 "thèses".

L'auteur récuse rapidement un certain nombre d'idées relatives à la PMI comme facteur principal du modèle de développement. Il récuse tour à tour les arguments en faveur de la PMI se basant sur des considérations relatives au coût, à la technologie, à la substitution aux importations, à l'acquisition "d'un esprit entrepreneurial", et "d'un esprit industriel", à l'équilibre régional, etc...

L'auteur rejette ces "thèses" un peu trop rapidement, comme par exemple en ce qui concerne les surcoûts qu'une PMI pourrait

permettre d'éviter en affirmant : "la taille petite, moyenne ou grande ne change rien à l'affaire" (p. 119).

Car me nous l'avons indiqué, le traitement de cette proposition relève plus d'une idée que l'auteur se fait de l'industrialisation que d'une véritable analyse.

L'auteur laisse croire que la taille des industries est le produit d'un hasard quand il traite des économies d'échelle en concluant que "la taille est un paramètre dimensionnel qui n'a aucune signification en soi" (p. 148).

Tout en analysant certaines fonctions de la PMI, l'auteur ne traite pas de l'objet principal de toute entreprise (grande, moyenne ou petite) à savoir la valorisation du capital.

Concernant l'Algérie, il aurait été intéressant de dresser une sorte de bilan des PMI en matière financière. Présentent-elles les mêmes caractéristiques que les sociétés nationales ?

Quelques chiffres sont pourtant disponibles. Mais cette question renvoie, selon nous, à une confusion dans la définition de la PMI.

Parfois, par PMI, l'auteur traite des unités industrielles locales ou privées. C'est dans ce sens, qu'on utilise traditionnellement ce vocable - Mais en matière statistique, il inclut parfois dans la PMI même les unités industrielles appartenant aux sociétés nationales. Dans ce cas, la PMI devient une entité économique définie économiquement à partir de l'effectif employé et non plus une entité économique définie spatialement et administrativement (communes et wilayate).

En récusant les 11 "thèses", on ne sait pas si l'auteur traite de la PMI, comme entreprise locale, ou de la PMI comme une entreprise de taille moyenne et petite. Il ne s'agit pas d'une spéculation, car en Algérie, si l'on retient la deuxième définition, à l'exception de quelques complexes en nombre très réduit, les unités industrielles peuvent être considérées comme de dimension moyenne, comme le montre le tableau suivant :

| | Nombre d'unités | Effectif total | Effectif moyen par unité |
|--------------------------------------|-----------------|----------------|--------------------------|
| Entreprises nationales « industrie » | 438 | 224 291 | 512 |
| P.M.I. public | 236 | 17 048 | 72 |
| S. Privé industrie | 11 669 | 98 744 | 8 |

Source : Calculs effectués à partir données – STATISTIQUES N°4 / 1984.

Si on parle d'industrie, et non d'entreprise, on peut dire qu'en Algérie, l'unité moyenne est dominante (la moyenne ne dépasse pas 512 employés).

Il aurait été intéressant à notre avis, d'analyser la véritable contribution des PMI (entreprises locales) au développement économique sous l'angle de l'emploi, la production, mais surtout de leur intégration dans le tissu industriel. En matière de production ces PMI ont participé à concurrence de 3 % (public) et 5 % (privé) en 1981 (hors hydrocarbures).

Mais ces remarques ne diminuent pas l'intérêt de ce livre qui invite à une véritable réflexion sur la taille des unités industrielles, à un moment où la restructuration semble avoir été réalisée sur l'idée que "la mauvaise" performance de l'industrie publique est liée au gigantisme des entreprises. Il s'agit là, à notre avis, d'une importante question, car l'entreprise peut être géante et ne regrouper que de petites et moyennes unités. L'analyse de la taille peut être menée au plan organisationnel, ou au plan des capacités de production. Ce que l'auteur ne souligne pas malheureusement.

D'ailleurs, c'est cette confusion, découlant également d'une fausse idée sur l'économie soviétique, qui fait dire à l'auteur que l'URSS constitue une exception du point de vue de l'importance de la PMI dans l'économie. L'examen des chiffres montrent que même dans ce pays, 65 % des entreprises industrielles d'Etat ont un effectif compris entre 100 et 499 salariés. Les entreprises ayant plus de 500 salariés ne représentaient en 1975 que 35 % de total des entreprises socialistes d'Etat dans l'industrie^[3]. Toutes proportions gardées, ces chiffres montrent que la concentration de l'industrie est beaucoup plus forte en Algérie qu'en URSS !

Alors "Small" n'est toujours pas intéressant pour le développement ?

^[*] Maître-Assistant à l'Institut des Sciences Economiques d'Oran. Chercheur au CREAD.

^[1] E. F. SCHUMACHER, Small is beautiful une société à la mesure de l'homme, Ed. française - Seuil 1978.

^[2] Revue STATISTIQUES, O.N.S., N° 4 / 1984, p. 29.

^[3] Panorama de l'URSS, n° spécial de la Revue "Le courrier des Pays de l'Est" n° 226-227, Février-Mars 1979, p. 103.